



Le livre, le papier et la communication
filpac cgt

**USINE DE
SOTTEVILLE**

Appel à la grève

Le 17 septembre, journée de mobilisation contre les mesures régressives du gouvernement.

En dépit de l'urgence sociale et climatique, le gouvernement s'obstine dans l'impasse des politiques libérales. C'est pourquoi la CGT appelle, aux côtés des organisations syndicales (**FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF et UNL**), à une grande journée de mobilisation le jeudi 17 septembre.

Casse sociale, pression sur les salaires, fermeture de lits dans l'hôpital public... en dépit de la crise économique et sanitaire, **le gouvernement continue sa destruction des services publics et de notre système social**, mettant en œuvre une série de mesures régressives dans **l'intérêt du patronat et des plus riches**.

Le plan de relance de 100 milliards d'euros, annoncé en grande pompe, ne s'adresse qu'aux entreprises, qui pourront notamment bénéficier d'une exonération d'impôts de production à hauteur de 10 milliards d'euros par an et cela **sans aucune condition ni contrepartie**. A contrario, les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires des minima sociaux sont soumis à des contrôles toujours plus sévères.

Si le gouvernement dispense sans compter pour relancer la machine à produire des profits, aucune mesure n'a été prise pour les milliers de travailleurs victimes de délocalisations et plans de licenciements (**17 000 suppressions de poste chez Airbus, dont 5 000 en France, 4 600 chez Renault, 1 000 chez Sanofi...**).

Quid de ces milliers de travailleurs qui vont se retrouver sans emploi ?

Malgré l'explosion du chômage, le gouvernement refuse d'abandonner sa réforme de l'assurance-chômage. La deuxième phase, qui devait entrer en application en septembre, a été reportée à janvier 2021. Elle modifie les règles de calcul de l'indemnisation, entraînant une baisse moyenne des indemnités de 22 %, ce qui va plonger des milliers de privés d'emploi et de travailleurs précaires dans la pauvreté.

Début septembre, le gouvernement est aussi revenu à la charge sur la réforme des retraites. Un rapport a été commandé par le Premier ministre au COR (Conseil d'orientation des retraites) pour proposer une nouvelle mouture de cette réforme. Il y a fort à parier qu'il va proposer de repousser l'âge de départ puisqu'il n'a pas réussi à faire accepter son régime de retraites à points.

La CGT revendique l'annulation de toutes ces contre-réformes et condamne toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale.

La dernière en date ? **La création immédiate d'une nouvelle branche de la Sécurité sociale** dédiée à l'autonomie et gérée par le CNSA (c'est à dire l'État), un cadeau de plus au secteur privé ! **C'est une étape supplémentaire vers une étatisation de la Sécurité sociale, à l'image du modèle anglo-saxon qui n'assure qu'un minimum pour les plus précaires et ouvrent la porte aux assurances privés.**

L'urgence sociale impose au contraire de préserver notre modèle social, qui échappe aux intérêts privés, et les services publics qui lui sont adossés. La crise sanitaire a démontré combien ces derniers sont essentiels pour garantir à toutes et tous l'accès aux droits sociaux et aux soins.

« Ce que révèle cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. **Ce que révèle cette pandémie**, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché », avait déclaré Emmanuel Macron le 12 avril, au début du confinement.

Il est grand temps d'aller lui rappeler ces paroles. De fait, ces envolées lyriques ont fait long feu.

Le Ségur de la santé n'a annoncé aucun changement ni infléchissement dans la politique de démantèlement du service public de santé. Pire, il la conforte en poursuivant une gestion libérale, purement comptable, et en dégradant encore un peu plus les conditions de travail. Des miettes pour les salaires, des créations d'emplois à minima (moins de 4 emplois par établissement)... **Quant aux lits promis, les 4 000 ne compensent même pas les 4 700 supprimés depuis le début de quinquennat d'Emmanuel Macron...**

La situation impose donc des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles. La priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs, des étudiants.

Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le développement des services publics et des industries nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services, en prenant en compte l'urgence écologique.

La question de l'emploi est centrale : lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics, abandon définitif de la réforme des retraites...

Pour imposer ce changement, les organisations syndicales appellent à faire de la journée du 17 septembre une première journée d'action, à travers des grèves, des manifestations et des rassemblements.

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 17 SEPTEMBRE A ROUEN

-10h00 cours Clemenceau-

Les arrêts de travail sont les suivants :

EQUIPE E FACTION DE NUIT LE 16 SEPTEMBRE DE 2H00 A 5H00.

EQUIPE D FACTION DU MATIN LE 17 SEPTEMBRE DE 10H00 A 13H00.

EQUIPE B FACTION APRES MIDI LE 17 SEPTEMBRE DE 18H00 A 21H00.

POUR L'OLP, SUIVRE LES EQUIPE E, D ET B.

POUR LE PERSONNEL EN JOURNEE DE 10H00 A 13H00.

**POUR LES SALARIES EN REPOS RENDEZ-VOUS 10H00
COURS CLEMENCEAU.**

**Les règles sanitaires sont à respecter,
chacun vient avec son masque !**